

le libertaire

HEBDOMADAIRE

Rédaction & Administration : 69, b^d de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

ABONNEMENTS

Pour la France :
Un an. 8 fr.
Six mois. 4 fr.

Pour l'Etranger :
Un an. 10 fr.
Six mois. 5 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social
qui assure à chaque individu le maximum de bien-être
et de liberté adéquat à cha que époque.

RESPONSABILITÉS

On a beaucoup écrit déjà sur les origines de la guerre. On écrira sans doute encore davantage. En plusieurs organes, j'ai tenté de ramasser en une formule lapidaire la conception anarchiste des responsabilités : « Tous les gouvernements sont également responsables de la guerre ».

Je n'oublie pas la responsabilité des peuples, c'est-à-dire des masses ignorantes et veules, mais leur barbarie n'existant que par la faillite des élites à leur devoir, je ne saurais, pour ma part, rendre ces malheureux responsables de leur malheur. C'est un argument vraiment trop commode que cette généralité assez creuse : « Les dirigés ne valent pas mieux que les dirigeants ». Cela est possible, mais, en l'état actuel, des choses sociales, les dirigeants acceptent en exerçant le pouvoir la responsabilité d'un devoir précis : travailler au bien-être et à l'éducation des masses. Si ce devoir leur paraît trop lourd, ils n'ont qu'à renoncer à la profession politique. Personne ne les regrettera !

En affirmant l'égalité responsabilité des gouvernements européens, je n'ai fait que formuler la pensée de très nombreux camarades. Il faut s'appeler Jean Grave pour prétendre le contraire. Toutefois les adversaires sont en droit de dire : « C'est là une simple affirmation ». Il s'agit donc de fournir des preuves à cet argument qui est peut-être le plus magnifique terrain de propagande de la pensée libertaire ait rencontré dans l'Histoire.

Les responsabilités du gouvernement impérial allemand ainsi que celles de l'Autriche ont été démontrées, ressuscitées par les publicistes de l'Entente, avec un luxe de détails tel que nous considérons comme tout à fait inutile de répéter ces arguments, dont, d'ailleurs, certains sont absolument tendancieux, et n'ont d'autre raison d'exister que celle de cimenter l'Union sacrée indispensable à la fameuse « Défense nationale ».

La majorité des socialistes ont cru, en août 1914, devoir se rallier à cette « Défense ». Les anarchistes seuls (en dehors des seize signataires du trop fameux manifeste qui ne représentaient qu'eux-mêmes) ont conservé, avec une poignée de socialistes (nuance Loriot) et quelques syndicalistes, le clair bon sens et la possession de soi-même suffisants pour juger impartialement, objectivement, des choses du temps de guerre, comme ils jugeaient des choses du temps de paix.

Mais la certitude morale que fut le fait — par exemple — de notre ami Lecoq, et lui valut les rigueurs de la loi militaire, doit pour être efficace, c'est-à-dire amener à nos conceptions les indécis, faire en un mot œuvre de propagande, doit, dis-je, s'appuyer sur une argumentation serrée, intangible, formant, en face de la thèse officielle, une thèse lumineuse, inattaquable, et dont la connaissance seule fera dire aux peuples : « On nous a trompés, on nous a dit que la France, pure de toute agression, a été barbairement attaquée par les Allemands impérialistes, et cela est faux ».

Pour pouvoir ainsi affirmer le contraire de ce que les augures officiels prétendent être la vérité, il faut être en possession d'une documentation nombreuse et irréfutable.

Cette documentation existe. On peut y puiser sans crainte d'épuiser : articles de revues, textes diplomatiques, paroles ou écrits des spécialistes de l'intrigue que l'on intitule « Politique extérieure » ; toutes les manifestations de l'activité des dirigeants, en un mot, peuvent être consultés avec fruit. Et pour ne pas être taxé d'ignorance volontaire et de partialité, c'est surtout dans les textes officiels et les revues bourgeoises que j'ai largement puisé.

Si l'on veut avoir une conception juste des faits qui ont amené la guerre, il faut se souvenir que, ainsi que le disait Jaurès : *Les menaces pour la paix viennent (avant 1914) du conflit tantôt sourd, tantôt menaçant qui met aux prises l'Angleterre et l'Allemagne. Joignez à cela la rivalité évidente des intérêts franco-russes et de la poussée de l'Europe centrale vers l'Orient, et vous au-*

rez les bases essentielles du drame européen.

Ces rivalités combinées avec celles des satellites furent à la base de cette politique de menaces diplomatiques des cinq derniers lustres. Les historiens dignes de ce nom devront s'élever au-dessus des intérêts nationaux s'ils veulent vraiment être des « témoins véridiques ». Mais y a-t-il des historiens qui échappent à l'impératif national ?

C'est notre rôle à nous internationalistes irréductibles de rétablir la vérité. Or, on ignore trop dans le peuple l'histoire politique de l'Europe depuis une quarantaine d'années.

Il y a un fait qui domine tous les autres, c'est l'existence de l'empire britannique et son hégémonie mondiale.

Lorsque les ambitions de l'Empire russe menacèrent la puissance anglaise en Asie, le Japon fut suscité à point et armé pour empêcher la conquête de l'Asie jaune par les constructeurs du Transsibérien.

L'impérialisme russe désarmé en Orient tourna ses ambitions sur l'Europe balkanique et Constantinople, ceci n'est un secret pour personne. Là il se heurta au « *Drang nach Osten* » des Austro-Allemands, organisateurs de la Jeune-Turquie échappée à l'influence britannique. Les sanglants événements balkaniques furent le résultat de ce heurt.

D'autre part, l'impérialisme britannique, libéré du danger slave en Orient, se trouvait devant un ennemi beaucoup plus puissant : l'empire germanique.

Avec une rare ténacité, Edouard VII travailla à l'encercllement de l'Allemagne. Ceci non plus n'est pas un mystère et Victor Cambon dans ses ouvrages et l'un des collaborateurs du *Correspondant* exposèrent et expliquèrent cette politique.

La République française se trouvait ainsi placée devant un fâcheux dilemme que fut impuissant à résoudre la politique bourgeoise.

Dans cette Europe en armes où l'état d'équilibre n'est plus la paix, ni même la paix armée, mais « l'attente de la guerre », en présence d'un antagonisme grandissant, entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme allemand il nous fallait choisir. Les adversaires sont dignes l'un de l'autre, leurs chances sont égales (1).

Nous venons d'assister aux résultats du choix qu'ont fait nos maîtres. Pourquoi ont-ils ainsi choisi ? C'est que la politique extérieure de la République fut depuis l'ascension au pouvoir de Poincaré, Delcassé et Cie, la suite de celle chère à Déroulède : LA REVANCHE.

L'aveu en fut fait récemment dans l'*Opinion* dans un article désormais célèbre signé O... le récent discours de M. Poincaré publié par les journaux est également un chant de triomphe de la Revanche accomplie.

Ceci évidemment n'innocente pas de vent nous le gouvernement impérial allemand, mais nos politiciens peuvent-ils honnêtement reprocher à leurs ennemis d'avoir usé des procédés dont ils usaient eux-mêmes : les gouvernements se valent, c'est ce que nous avons toujours dit.

Quant à prétendre que l'un quelconque des gouvernements belligérants voulait réellement la paix, cela est absurde.

Les gouvernants n'étaient pas plus choqués par l'idée de guerre qu'ils ne sont choqués dans leurs logis somptueux par la vie effroyable de millions d'êtres dont le triste labeur constitue leur bien-être.

Dire qu'on n'a pas voulu la guerre lorsqu'on a pensé à la Revanche pendant 40 ans, lorsqu'on a fait la monstrueuse alliance que l'on sait avec le tsarisme et lié partie avec l'hégémonie anglosaxonne, cela s'appelle mentir. Or, nous disons depuis toujours que mentir est par définition le mode d'action des politiciens et des diplomates.

Les nombreux arguments et documents parvenus à ma connaissance sont édifiants, et le dossier est loin d'être complet. Je les examinerai en détail au cours de prochains articles.

GENOLD.

(1) Abel Touchard : « La Rivalité anglo-allemande et la France » (*Le Correspondant*, 10 juin 1909).

“Paix Glorieuse”

Non, cette paix-là, n'est pas la paix douce
Qui s'épanouira dans les cœurs troublés,
En laissant mûrir la moisson qui pousse
Sans tacher de sang la splendeur des blés !

Non, cette paix-là n'est pas la paix belle
Qui viendra sécher les pleurs des mamans,
Et qui jettera dans une poubelle
Les engins de mort des gouvernements !

Non, cette paix-là n'est pas la paix franche
Qui nous donnera la félicité
Et qui marquera d'une pierre blanche
L'affranchissement de l'humanité !

Non, cette paix-là n'est pas la paix vaste,
La paix sans canons qu'il faudra bâtir
Pour nous délivrer d'une œuvre néfaste
Et voir sans effroi les enfants grandir !

Non, cette paix-là n'est pas la paix forte
Qui répudiera l'horreur du passé
Pour planter des fleurs devant chaque porte
Avec les tronçons d'un glaive brisé !

Non, cette paix-là n'est pas la paix juste ;
Et pour le malheur des peuples déçus,
Le pauvre olivier n'est qu'un frère arbutus
Et tous les vautours se perchent dessus !..

Eugène BIZEAU.

MARIONNETTES

COMEDIANTE.. TRAGEDIANTE

On n'a pas encore oublié le discours pathétique par lequel M. Clemenceau annonça à la France, glorieuse, mais saignée, que la paix était signée.

Tous les journaux en ont parlé avec un attendrissement bien réglé. Dans ce morceau de rhétorique gouvernementale, soigneusement composé pour les gogos de la Victoire, M. le Président du Conseil, ministre de la Guerre et de la Paix (quel cumul ! par l'émotion, fait-il, s'avancer dans les bras de M. Deschanel).

Ce fut une minute émouvante. Emballés par cette incomparable maestria, toute la claque et toute la clique parlementaire, vota, d'enthousiasme, l'affichage du discours, pour qu'on sût comment notre premier cabotin national savait débiter son rôle.

Dans chaque commune de France, les victimes de la gloire auront au moins quelque chose à se mettre sous les yeux, sinon sous la dent. Les phrases de M. Clemenceau sont très belles, mais creuses et peu réconfortantes comme tous les phrases. Dans les départements dévastés par la Victoire (car sans guerre, pas de victoire) on restait juste quelques pans de mur pour apposer l'affiche ministérielle, les habitants sans gîte, trouèrent le discours insuffisant pour les abriter.

Sans doute, ils préférèrent me voir, pensa le baladin de la Patrie. Qu'à cela ne tienne ! Et, incontinent, il organisa une tournée en province. Discours, palabres et boniments furent prodigués, comme on pense. Après quoi, M. Clemenceau ayant recommandé le travail et la patience, remonta dans son auto pour retourner dans ses châteaux. (1)

Les sinistres héros-criminelles sont impuissantes à conjurer la misère. Après la guerre et la gabegie générales, c'est la famine et la banqueroute qui s'annoncent. Tout le monde se sent menacé. Messieurs les députés, inquiets pour leur réélection, se décident à interpellier le vieux grime, sur les malheurs qu'il a causés et sur ceux qu'il prépare.

Agile, il grimpe à la tribune comme sur un coq. Là, après maintes cabrioles et droleries, il déclare que : « c'est la faute aux Boches ».

L'argument est irrésistible.

Personne, en effet, ne peut contester que, si la famille Clemenceau a bien voulu consentir, par patriotisme pur, oh ! combien, à s'enrichir dans la dynastie, dans les autos, dans les aéro ; si M. Loucheur, pour la même raison a daigné réaliser un million de bénéfices net, par four ; si M. Boret, par abnégation, a trinqué sur les rhums ; si, enfin, toute la bande des « gouvernants-mercantis », du plus haut au plus bas, a grugé la France, massacrée et ruinée les Français, pillés sans vergogne, mais très patriotiquement, pendant cinq années, des budgets de cinquante milliards ; tout cela, et bien d'autres choses encore, qu'on ignore mais qu'on apprendra, « c'est de la faute aux Boches ».

M. Clemenceau l'affirme avec sa sincé-

rité habituelle et tous les députés font semblant de le croire, sans même se demander si les populations bernées, ne finiront pas par comprendre que les plus Boches, dans cette affaire, ne sont pas ceux qu'on croit.

N'est-ce pas trop spéculer, sur la bêtise humaine qui, peut-être, a des limites, quoi qu'on en dise ? S'il est vrai, comme l'affirmait à tous venants, nos bons amis les Anglais, que les Français sont les singes de l'Europe, il faut convenir qu'ils ne peuvent être mieux représentés que par M. Clemenceau, ce vieux singe, toujours prêt à faire des grimaces.

C'est une monnaie dont il n'est pas chiche et qu'il prodigue aussi facilement que ses dignes compatriotes s'en accommodent. Par quelle erreur, dont il est très flatté, l'a-t-on si improprement surnommé « le Tigre », alors qu'il ressemble si bien à un chimpanzé ?

C'est au point que, jadis, quand on le rencontrait au promenoir des Folies-Bergère — ce qui était fréquent — on était tenté de croire que « Consul » avait rompu sa chaîne, ou que, sous ce nom prédestiné et anticipatif, M. Clemenceau, dont les affaires alors n'étaient pas si florissantes qu'aujourd'hui, avait obtenu un cachet.

Naturellement doué pour le simulacre, cet habile primate ne pouvait manquer de nous mimer la paix avec le même brio et la même sincérité qu'il avait mimé la guerre.

Phénomène effrayant d'atavisme tératologique, parachuté par une ambiance adéquate, nul, mieux que lui, n'était qualifié pour jouer la monstrueuse épopée.

Mais à toutes les touches combinées des travaux parlementaires, ou, pendant soixante ans de sa vie, il passa tous ses jours : initié à tous les trucs des coulisses de théâtre, ou, durant le même temps, il passa toutes ses nuits : ce cynique bamboucheur devint, par la force des choses et de l'habitude, un bateleur consommé pour lequel l'art du chiqué n'a plus de secret.

Comme paillassé, et paillassé à soldats, c'est l'idéal. Jamais les « plumes d'autruche » ne trouveront un pire plus rompu aux acrobaties politiques pour seconder leurs desseins et nous mener, glorieusement, vers de nouvelles victoires.

Car, pour ce qu'elles leur coûtent et ce qu'elles leur rapportent, il est trop évident qu'ils ne demandent qu'à continuer.

La tragédie est momentanément suspendue ; mais la comédie continue.

LUX.

Au Pénitencier d'Albertville

Comment qualifier l'acte du médecin-major chargé de donner ses soins aux malades du pénitencier d'Albertville ?

Le 16 juillet, au matin, sans raison, sur les conseils de ce morticole, à la visite pour souffrance dentaire, fut frappé en pleine figure avec une telle violence que le sang jaillit. Et le comble, c'est que le dévot brutalisé a été fourré au « mitard ».

Est-il prescrit, ou même permis, par les règlements pénitentiaires, qu'un médecin fasse venir à lui un malade pour le brutaliser ? Certainement non. En ce cas, le bourreau qui s'est rendu coupable d'un tel acte n'est pour moi qu'un lâche et un misérable !

Connaissant tous les abus et les vices du régime disciplinaire et tous les actes de cruauté accomplis dans toutes les chiourmes, la classe ouvrière rejettera le projet d'amnistie du gouvernement pour lui imposer le sien qui ouvrira les portes des prisons à tous les hommes civils ou militaires victimes du régime que nous subissons.

REIMERINGER.

LES FOULES

Elles ont déferlé les foules, par les rues, les avenues, elles ont suivi les fanfares, les peaux d'ânes, elles ont envahi les soubrois, elles ont brailé, dansé.

Est-ce la Victoire, est-ce l'anniversaire de la prise de la Bastille qui animaient ainsi le peuple de France ?

Pas la prise de la citadelle jadis maudite, assurément, car combien sont-ils dans les foules qui savent l'histoire ? Combien sont-ils qui aperçoivent les bastilles modernes où gisent les hérétiques des temps présents ?

Qu'est-ce que les Lecoq, Cottin, Mayoux et tant d'autres des nôtres qui sont emprisonnés.

Les foules, c'est l'inconscience, la folie. C'est Charenton déchaîné, envahissant la rue !

Ce sont les hommes qui ont parti à l'abattoir en chantant, qui ont pleuré dans l'enfer, pour redevenir bellécistes dès leur rentrée chez eux, tout danger disparu.

Les foules, c'est l'arrière ; petites femmes des B. M., embusquées, mercantiles, et, disons-le parce que c'est vrai, ouvriers et ouvrières des usines où se fabriquaient la mort, et en vivant, eux aussi !

On a dansé en ce 14 juillet, sur 25 millions de cadavres, oubliés !..

Les prêtres du Veau d'Or ont officié sur ces saturnales, heureux de l'état d'esprit, ou plus exactement de l'absence d'esprit des foules.

On a fêté la Victoire, les moutons ont encensé les loups, les ruinés de toujours ont admiré les enrichis du carnage.

Un homme qui ne se découvrirait pas aux sons de la *Marseillaise* a failli être lynché par la foule. Comme elle lynchait naguère les hommes qui prétendaient rester assis et couverts quand les musiques jouaient l'hymne au tsar. Au tsar sanglant, du sang de son pauvre peuple !

La foule, c'est la bêtise individuelle entuplée par la multiplication ; la communication nerveuse développant la surenchère des gestes.

La foule ce n'est rien et c'est tout.

Prenez garde, vous qui êtes en haut de l'édifice. Vous « l'avez eu » hier la foule pour vos apothéoses.

Les tsars, les kaisers ont connu, eux aussi, l'enivrement de l'encens des foules... Qu'en ont-elles fait de ces fanfantes, de ces demi-dieux ? Et la chute fut rapide, vertigineuse.

Vous l'avez eu la foule, jusqu'au bout. Mais nous sommes au bout.

« Il n'y a pas de révolution dans les pays vainqueurs. »

Mais il y a des révolutions faites par les classes vaincues, parce que ces classes ne peuvent, ni ne veulent accepter les conditions des classes vainqueurs.

Les foules désaoulées se trouvent face à la Dette et vous savez bien qu'elles ne peuvent la porter. Et vous ne pouvez plus les cravacher. Vous avez usé votre cravache.

La foule a chanté, dansé, mais elle veut vivre. Et c'est vous les riches, les dirigeants, les chamarrés qui détenez ces moyens de vie ; et vous ne pouvez, ni ne voulez leur donner ces moyens.

Les foules vont déferler par les rues, par les avenues ; non pas à une date fixée par l'arbitraire de chefs provisoires et puériles, mais à une date que détermineront la logique des événements.

Événements sur lesquels, vous, les chefs des chefs, vous ne pouvez rien.

Vous leur avez promis la Victoire et ses délices. Vous ne pouvez toujours les saouler de liquide, de tam-tam et d'oripeaux. Voici venir le moment de tenir la seconde partie de vos promesses.

Vous culculez Boret pour Noulens ! Tuberculeux qui changent de morticoles !

Naïves, les foules attendront. Combien de temps ?.. Le temps nécessaire pour que leurs entrailles crient famine.

Ces temps sont proches, vous le savez.

Alors vous serez emporté par tous ceux-là qui vous acclamaient hier. Vous irez rejoindre les dieux célestes et terrestres ; périmés, vous aussi, à votre tour.

C'est dans l'ordre. Et les foules vont tendre les bras vers de nouveaux Messies, de nouveaux chefs.

Quels seront-ils ? Que vaudront-ils ? A en voir déjà à l'œuvre, et à la rena-

lurs vaudront les présents et les passés. Il ne peut en être autrement.

Cependant si nous, les hommes de liberté, les anarchistes, nous ne pouvons empêcher les foules de se laisser imposer, d'admettre même, des maîtres ; du moins devons-nous faire tous nos efforts pour que le rôle néfaste de ces derniers soit réduit à son plus grand minimum.

En éveillant de plus en plus des consciences et des énergies parmi les foules.

V. LOQUIER.

L'AMNISTIE

Enfin, le Tigre vient de se décider à faire déposer à la Chambre — j'allais écrire à l'Écurie — le projet d'amnistie et sans aucune doute, il sera accepté dans son entier par les grenouilles du Palais-Bourgeois.

Quelques-unes d'entre elles feront bien de petites objections, pour la forme, comme elles font toujours, et ce sera tout.

L'on ne s'occupera plus beaucoup de tous les malheureux qui vont rester dans les oubliettes des prisons centrales, des prisons militaires, ou dans les pénitenciers du bled africain.

Ce projet a été élaboré avec un jésuitisme parfait, l'on accorde bien l'amnistie à tous ceux qui ont secoué le joug militaire pendant un moment et qui en suite se sont repentis ; mais ceux qui n'ont pas voulu se soumettre à être des assassins, ceux qui, du jour où ils ont compris l'infâme besogne que l'on attendait d'eux, ont pris la décision de faire un acte individuel révolutionnaire — car l'on ne peut nier que la désertion soit un acte de révolte, par conséquent politique — ceux-là peuvent crever dans les bagnes d'Afrique, cette Sibérie de la démocratie française.

Exempts d'amnistie aussi ceux qui, civils ou militaires, ont eu le courage d'inciter leurs camarades à briser leurs chaînes, en leur faisant comprendre, que l'ennemi n'était pas celui qu'on leur commandait de combattre, mais les tyrans et les parasites de tous les pays.

Exempts aussi Cottin, ainsi que la majorité des mutins de Toulouse et de la Mer Noire, contre lesquels il ne devait y avoir aucune sanction et qui pourtant sont aux fers dans l'attente des douze balles.

Puisque les socialistes et la C. G. T., traités à la classe ouvrière, ne font rien pour faire sortir ceux que le bon vouloir de nos despotes condamnent à la peine de mort à petit feu — l'on meurt plus dans les bagnes de la République que l'on mourait jadis à la Bastille — c'est à nous libertaires à entreprendre l'action nécessaire, pour faire sortir de leur esclavage les hommes qui ont eu le courage d'agir d'après leur conscience.

A nous de refonder au plus tôt nos groupements ; d'amener à nous tous les révoltés qui ont souffert du militarisme et de ses chaouchs, et de faire connaître au peuple les crimes qui se commettent journellement au nom de la Patrie des ventres dorés.

Agissons au plus vite, les martyrs qui sont aux travaux publics, aux pègres ou à la détention ne comptent que sur nous. Ernest RIFFER.

G. M. BESSÈDE

Ce que personne ne doit ignorer.

L'INITIATION SEXUELLE.

Prix : 4 francs

Par poste 4.50

EN VENTE

à « LA LIBRAIRIE SOCIALE »

60, boulevard de Belleville, PARIS

La Canaille du Comité des Forges

Nos lecteurs se souviennent de quelle manière nous avons découvert *Merrheim*, derrière *Roudine*, alias *Max Hochschiller*, et comment nous avons été amenés à considérer le secrétaire de la Fédération ouvrière des métaux comme un agent du Comité des Forges.

Il restait pourtant à élucider certaine énigme (voir *Lib.* 25 mai) à tirer au clair, certaines obscurités qui dissimulaient incomplètement, d'ailleurs, la nature des influences qui, au Temps, imposèrent la collaboration inattendue et saine de *Max Hochschiller*.

Ces influences nous sont aujourd'hui connues. Des noms ont été cités et des situations ont été révélées. Plus de doute et plus d'équivoque possible. Le Comité des Forges est dévoilé d'une façon éclatante. La lumière crue qui l'éclairait désormais fait apparaître plus blafardes, au second plan, les faces de traites et de valets exécuteurs de basses conceptions.

Certes, la question de savoir si la thèse de *Max Hochschiller* était l'expression pure et simple d'un tempérament trompé, mal averti, mal informé, ou si cette thèse était inspirée, ne s'est jamais posée.

De toute évidence, l'article d'*Hochschiller* était tendancieux. Il répondait manifestement à une campagne de presse entamée pour le bombardement de Briey, opération militaire que le Comité des Forges, maître économique de la région lorraine, appréhendait parce que, à ce moment-là, le Comité des Forges ne croyait pas en la victoire, envisageait une paix de compromis et avait pour souci principal de retrouver ses établissements sidérurgiques en parfait état de production.

Le Temps n'a pas pour habitude de prêter ses colonnes à n'importe qui et pour n'importe quoi.

Ce n'est certes pas le beau nom de *Max Hochschiller* qui devait faire admettre l'ex-colaborateur de la Vie Ouvrière, de la Bataille syndicaliste, et de la Bataille de Joux, à la rédaction du Temps.

Ce n'est pas non plus pour le plaisir d'exprimer l'opinion d'un particulier aux antécédents douteux que le grave journal de la bourgeoisie dirigeante offrait sa généreuse hospitalité.

Dernière *Hochschiller*, il y avait *Merrheim*, gros bonnet syndicaliste, personnage de poids, mais derrière *Merrheim* il y avait les mastodontes du Comité des Forges. Cela ne faisait pas de doute, moralement. A la conviction morale d'hier est venue s'ajouter la certitude matérielle d'aujourd'hui.

Un ancien collaborateur du Temps — et quel collaborateur ! Un général couvert de gloire ! — a, en effet, parlé devant la Commission d'enquête sur la métallurgie ; et il y a dit des choses pleines d'intérêt. Il a dit comment il soutenait la thèse du bombardement de Briey ; et comment il lui fut signifié d'avoir à cesser toute polémique à propos de Briey, par suite de l'intervention d'*Hochschiller*.

Écoutons-le parler :

Le général Mallette. — En 1917, je me suis un peu élevé, comme collaborateur du Temps, contre la campagne qui était faite à ce moment au sujet de cette question, et contre l'équivoque qu'on entretenait sur la légende de Briey. J'ai senti qu'on tentait de couper Briey de Thionville.

M. le président. — De jouer sur les mots ? M. le général Mallette. — Oui. On disait que Briey était une ville allemande, que Briey n'était pas utile aux Allemands. Je suis entré plus profondément dans cette affaire, et j'ai reçu des lettres d'ingénieurs qui m'ont donné quelques détails.

M. Ernest Outray. — A quelle époque remontent ces faits ? M. le général Mallette. — Il date du 17 avril 1917.

M. Barthe. — Il y a eu trois articles ? M. le général Mallette. — Il y en a eu trois. Le dernier est ce qu'on a appelé « la mise au point », à la suite duquel on m'a prié, au Temps, de ne plus parler de Briey. Je n'en ai donc plus parlé qu'incidemment.

M. le président. — On vous a prié, au Temps, de ne plus parler de Briey ? M. le général Mallette. — Oui. Le Temps m'a dit : « La mise au point est faite. Nous ne voulons plus faire de polémique ni dans un sens ni dans l'autre. » Donc je ne parlais plus de Briey dans le Temps, que quand je le pouvais. Je disais subrepticement (sic) le mot de « Briey » dans le Temps. Mais le Temps est resté fidèle à sa parole : « On ne doit plus parler de Briey », et il n'en a parlé plus, ni en 1917, ni plus tard...

Cet effacement contraint du général qui soutenait la thèse du bombardement systématique et intensif du bassin de Briey devant l'aventurier aux antécédents douteux qui développait la thèse perfide et mensongère de l'innocence de Briey pour les œuvres de guerre allemandes, est significatif en lui-même. Il est certain que si le Temps avait laissé des deux thèses s'affronter librement, celle du général et du facilitisme raison de celle de l'aventurier. Ces puissances intéressées au succès de cette dernière imposèrent l'interdit à la première et l'immunité de Briey fut respectée.

Mais là ne borna pas l'action du Comité des Forges. Cet ancien chef d'armée qui voyait clair pouvait être dangereux bien qu'on lui eût ôté une arme précieuse. Il fallait tâcher de l'amener à une compréhension meilleure des choses, essayer de lui faire abandonner son idée. A cet effet une série de démarches furent entreprises auprès du général. Il le raconta lui-même en ces termes :

A ce moment-là dit-il, je suis entré en relations avec un membre du Comité des Forges, M. Robert Pinot, qui paraissait avoir été très ému de la campagne de *Merrheim*, dans l'*Œuvre*. Il me dit qu'en qualité de secrétaire général il était obligé de tenir compte de toutes les opinions, que ce qu'on avait annoncé au sujet de la reprise de la vie économique (2) n'était pas exact.

Je lui répondis : « Cela ne me regarde pas. Je voudrais savoir si vous croyez qu'il soit nécessaire de bombarder la région lorraine et si on peut la bombarder. Autant

que je me le rappelle, il n'a fait aucune objection. Il m'a dit : « Si c'est possible, il faut le faire. »

Puis, Je suis allé à Lyon faire une conférence et je me suis trouvé avec M. Taverne, du Comité des Forges. Nous avons parlé de la question de Briey.

C'était à l'époque de Verdun. Il me dit : « Mais, mon général, pourquoi voulez-vous bombarder Briey ? Ce sont des usines à nous. »

Je lui répondis : « Je parle de bombarder le bassin lorrain, qui offre un grand objectif, et du bombardement des usines allemandes. » Très bien », répliqua-t-il. Je lui dis : « Nous sommes d'accord, ce sont les plus importantes. »

Quelques temps après, j'ai eu la visite de M. Laurent, directeur des forges d'Homécourt et de Saint-Chamond, et de M. Lorient.

Et voici comme parla M. Laurent : « Mon général, il n'y a aucune raison pour qu'on ne bombarde pas la Lorraine. Nous n'y ferons jamais opposition. Mais on nous a accusés d'avoir voulu empêcher le bombardement de Briey ; pas du tout, le haut commandement est libre. Nous avons voulu les empêcher, mais nous avons eu tort. Les hauts fourneaux, scieries, il faudrait épargner Briey et ses usines. Les Allemands ne les exploitent que très peu ; il n'y a pas de hauts fourneaux ; et puis tirer sur les puits de mines, cela n'a pas beaucoup d'intérêt dans la défense de notre terre française. »

M. Barthe. — Vers quelle époque se place cette conversation ? M. Laurent. — En 1917. M. Laurent insistait sur la question sentimentale. Il ne fallait pas qu'on touchât à une terre française. En regardant la carte, il me disait : « L'essentiel est de bombarder ou la production est très inférieure. C'est une question d'objectif. Nous n'en avons pas dit davantage. »

Quelques temps après, je suis allé au Comité des Forges et je suis allé trouver M. Caville (de Pont-a-Mousson). Nous avons parlé de la possibilité du bombardement, étudié sur les cartes quatre objectifs : puits de mines, haut-fourneaux et aciéries, chemin de fer.

M. Barthe. — Cette visite au Comité des Forges, est-ce vous qui l'avez sollicitée ? M. Laurent. — J'ai été appelé par ces messieurs qui voulaient me donner des indications. Ils essayaient de me convaincre. Ils ne m'ont fait aucune objection en ce qui concerne les nécessités du bombardement. Seulement ils m'en montraient les difficultés. Ils m'ont dit qu'il était inutile de bombarder les puits de mines, car on ne peut les atteindre ; les haut-fourneaux, ils ne les atteignent pas ; les aciéries, les usines, les aciéries qui occupent un grand espace sont des objectifs. Enfin, « les chemins de fer, c'est là l'essentiel », m'ont-ils dit. Empêcher le transport de l'acier et du charbon, arrêter la circulation des wagons.

Ils m'ont indiqué les principaux nœuds de chemins de fer : Romilly, Courcelles, Metz, Thionville, etc...

Je leur ai dit : « C'est très bien, mais je ne vois pas la chose comme vous. Bombarder les puits de mines, des usines, c'est la tactique. Pour cela il faut du matériel, beaucoup d'aviation. Bombarder la région minière comme les usines, c'est faire un bombardement systématique, continu, de façon à rendre cette région inhabitable pour ceux qui y travaillent. Je suis convaincu que lorsque les ouvriers verront que toutes les nuits ils sont assaillis par des projectiles, leur moral sera atteint et ils ne pourront plus travailler. »

Le général M. se laisse pas convaincre mais, comme le dit fort bien le rédacteur de l'*Œuvre* à qui nous empruntons ces documents, qu'importait ! Les forges du Comité des Forges n'avaient-ils pas au G. Q. G. même, un de leurs ingénieurs, le lieutenant Lejeune, pour dresser des plans de bombardements impraticables, pour faire punir les aviateurs assez audacieux pour lancer des bombes sur des usines ennemies en activité, pour faire respecter, en un mot, ces hauts fourneaux et ces aciéries qui leur appartenaient, sans doute, mais d'où sortait chaque jour, ce matériel à l'aide duquel les Allemands ont pu, pendant cinq ans, tenir tête à l'univers coalisé ?

Dans ce « crime contre la Nation », dans ce crime contre la « Univers coalisée », le péché par des charges d'or et d'honneurs, véritables rois de la République — il est une complicité abjecte que la Presse d'opposition n'a pas voulu voir jusqu'ici. Il nous appartenait, logiquement, de dénoncer cette complicité et d'en appeler au jugement de la classe ouvrière contre ce secrétaire de Fédération — chassé de son syndicat — qui fut et qui est resté l'homme à tout faire du Haut Patronat métallurgiste. Le maintien de ce personnage à la tête d'une organisation est une indignité, un scandale, une honte.

Le scandale n'a que trop duré et la honte doit être effacée par une sanction de justice. Il en va de l'honneur de la classe ouvrière.

PHILLOU.

Post-Scriptum. — L'*Humanité* (26 et 27 juillet) reproduit d'après l'*Œuvre* (24 juillet) la déposition du général Mallette. L'organe officiel du Parti conclut que « Barthe avait raison quand il dénonçait le crime capitaliste. La preuve en est faite aujourd'hui ».

Encore que le nom de *Max Hochschiller* qui figure à l'*Œuvre* ait été schématisé onis fait nous féliciter de voir enfin dénoncé par l'*Humanité* le crime capitaliste de l'immunité de Briey.

Nous nous bornerons à faire remarquer qu'au moment où des journaux qui ne sont pas socialistes, dénonçaient le crime, au commencement de 1917, l'*Humanité* se taisait, ignorait-elle la question ? Non. Seulement il y avait au ministère de l'Armement un certain Albert Thomas, sous-patron de *Merrheim*, entièrement dévoué au Comité des Forges et qui participait, par conséquent à toutes les manœuvres criminelles du dit Comité.

Nous avons eu à répondre, en temps voulu, à une note d'après laquelle la Vie Ouvrière nous consacra. La V. O. nous reprochait de salir *Merrheim*, son ex-colaborateur, resté son ami, et arguait que l'incrimination criminelle et désastreuse du haut commandement face à Briey, n'avait jamais existé. Nous répondîmes que l'incrimination était un fait et un fait, que les révélations de l'*Œuvre* en cours, ne tarderaient sans doute pas à mettre en évidence.

A présent, c'est chose faite. Il ne reste plus à Monette que d'aller présenter ses condoléances à son vieux copain.

Je lui répondis : « Cela ne me regarde pas. Je voudrais savoir si vous croyez qu'il soit nécessaire de bombarder la région lorraine et si on peut la bombarder. Autant

que je me le rappelle, il n'a fait aucune objection. Il m'a dit : « Si c'est possible, il faut le faire. »

Puis, Je suis allé à Lyon faire une conférence et je me suis trouvé avec M. Taverne, du Comité des Forges. Nous avons parlé de la question de Briey.

C'était à l'époque de Verdun. Il me dit : « Mais, mon général, pourquoi voulez-vous bombarder Briey ? Ce sont des usines à nous. »

Je lui répondis : « Je parle de bombarder le bassin lorrain, qui offre un grand objectif, et du bombardement des usines allemandes. » Très bien », répliqua-t-il. Je lui dis : « Nous sommes d'accord, ce sont les plus importantes. »

Quelques temps après, j'ai eu la visite de M. Laurent, directeur des forges d'Homécourt et de Saint-Chamond, et de M. Lorient.

Et voici comme parla M. Laurent : « Mon général, il n'y a aucune raison pour qu'on ne bombarde pas la Lorraine. Nous n'y ferons jamais opposition. Mais on nous a accusés d'avoir voulu empêcher le bombardement de Briey ; pas du tout, le haut commandement est libre. Nous avons voulu les empêcher, mais nous avons eu tort. Les hauts fourneaux, scieries, il faudrait épargner Briey et ses usines. Les Allemands ne les exploitent que très peu ; il n'y a pas de hauts fourneaux ; et puis tirer sur les puits de mines, cela n'a pas beaucoup d'intérêt dans la défense de notre terre française. »

Echos et Glanes

LE HAVRE
Groupe des « Amis du Libéralisme »
Balade Champêtre
à Montivilleux « Au Champ de Mars »
CAUSERIE ET CHANTS
Rendez-vous à la gare à 8 h. du matin
Autres moyens de communications :
Trains toutes les vingt minutes
Les camarades feront bien d'apporter leurs provisions.

LENTEUR POSTALE OU CABINET NOIR ?

L'article de notre camarade Thullier, suite de la campagne contre « Le Fonctionnarisme syndical », ayant été mis à la poste à l'heure du déjeuner, nous ne nous en sommes pas encore aperçus.

Nous nous voyons contraint, par cette lenteur postale ou par cette canaille du cabinet noir, de remettre la suite de cette campagne à la semaine prochaine.

IL PLEUT DES FLEURS

Depuis que Joux, par son fameux discours-programme, a donné l'assurance à la bourgeoisie que la Révolution est un mot, une pluie de compliments s'abat en abondance sur les épaules du secrétaire confédéral.

Le Pays, enthousiasmé, lui décerne un diplôme de sagesse. Le très mondain *Figaro* par la plume du vaudevilliste *Capus* loue, en l'occurrence, se retrouve dans son diable — rassure ses aristocrates lecteurs en leur présentant les idées du nouvel évangéliste cécigiste comme « encore trop imprécises pour recevoir une application immédiate ». L'*Action Française*, elle aussi, chante les loues de la C.G.T. et tresse une couronne de fleurs d'orange, symbole de pureté et d'innocence, au Grand Prêtre de la Chapelle syndicaliste.

De l'humanité à l'écho de Paris, la cécigotie est unanime.

Que de fleurs ! Soyons cécigotiques : ces roses ne peuvent rester sans épines !

LE BLOC S'ENFARINE

Il n'en pouvait être autrement : la question des élections a été la préoccupation dominante du Congrès du Parti Radical. Après de laborieux travaux, le principe de « l'union de tous les partis de gauche » résolu à collaborer dans l'ordre et la légalité au relèvement national a été adopté.

Le bloc aussi bien se prépare et déjà la cuisine électorale mijote.

L'*Humanité* du 28 juillet, commentant en deuxième page la motion, très imprécise, de politique intérieure votée par le Congrès Radical, remarque que le jésé séparant les Partis Socialistes et Radical reste toujours assez profond. Or, dans le même numéro de l'*Humanité*, en première page, *Amédée Dunois* relate les discussions du Parti de gauche, préconise d'opposer à cette coalition de classe un autre parti de classe capable d'attirer à lui « tous les éléments non corrompus de la démocratie non socialiste ».

On s'amuse, au journal du Parti ! A la première page, on bloque, à la deuxième on débloque. N'importe, nous aurons fait l'union par manque de foi internationale et ce n'est pas la chauvinisme dont l'une et l'autre restent imprégnées qui peut faire renaitre de leur cadavre des organismes viables.

Une internationale suppose, avant tout, un composé d'internationalistes. Par la personnalité même des éléments directeurs qui participent à ses travaux et influent sur ses débats, la Conférence d'Amsterdam paraît frappée d'insuffisance et de caducité.

Et ce n'est pas en plaçant au premier plan de son ordre du jour les responsabilités de la guerre, qu'une œuvre féconde en pourra découler. Legien, Joux, Huerbe, Gompers, Appleton et autres, sont, à des titres identiques, mal venus de vouloir faire peser uniquement sur l'un ou l'autre groupe de belligérants toute la responsabilité de la guerre.

L'histoire du monde a commencé avant juillet 1914, que diable ! Des hommes qui ont la lourde tâche de veiller à la réalisation des revendications des prolétaires nationaux, devraient au moins nous éviter le triste spectacle d'une ignorance de commande en ce qui concerne les événements précédant directement la guerre. Ils devraient s'inspirer aussi des révélations qui ont été faites sur les origines, la poursuite de la guerre. Ces révélations, bien qu'incomplètes, devraient éclairer leur lanterne et leur permettre d'apporter une franchise entière dans leurs déclarations.

Mais le mouvement est véritablement leur attitude d'après-guerre peut-être différente de leur attitude de guerre ? Celle-là n'appelle-t-elle pas logiquement celle-ci ?

Hélas ! nous craignons fort que nos prévisions actuelles ne soient confirmées dans un avenir prochain, comme l'ont été, pour le présent nos prévisions passées.

Le vice fondamental qui condamne à l'avance toute décision que prendrait la Conférence internationale d'Amsterdam, est le même qui voue à l'impuissance et à l'inaction les organisations ouvrières nationales ou l'esprit de guerre a exercé ses ravages.

Avant d'entreprendre quelque action que ce soit, il faut débarrasser les organisations nationales de leurs parasites et de leurs mauvais bergers qui les empêchent au déshonneur par le plus sûr chemin. Il faut donner à chaque mouvement ouvrier national une représentation fidèle de ses conceptions et de ses aspirations.

Quand ce problème primordial sera résolu internationalement, il sera temps de songer à une reconstitution sérieuse de l'Internationale Syndicale.

Pour l'instant, la Conférence d'Amsterdam ne joue qu'une grossière comédie, indignes des prolétaires qui l'ont prétendu y représenter.

Jean LIBERT.

Barthel, le secrétaire de la Fédération du Sous-Sol, a publié dans l'*Humanité* une série d'articles sous le titre : Les Leçons d'une grève.

La récente grève des mineurs a cependant administré la preuve que seule l'action directe des travailleurs était capable de faire fléchir les parlements. A quelques jours d'intervalle, les deux Chambres n'ont-elles pas dû revenir sur leurs décisions antérieures et voter la loi de huit heures, spéciale aux mineurs, telle que ceux-ci désiraient qu'elle le fût ?

C'est un fait que Barthel ne peut ignorer ! N'empêche qu'il a tiré de son étude des conclusions pour le moins surprenantes et en contradiction avec les leçons mêmes de la grève de sa corporation.

Pour lui, le remède à apporter au malaise qui étire la classe ouvrière est bien simple :

ple : payer ses cotisations au syndicat ; ne plus s'abstenir de voter en période électorale, mais au contraire voter et « bien voter ».

Conjuguer l'action politique et l'action économique, quoi ! Ça n'est pas tout à fait une théorie nouvelle, mais tout de même, il ferait beau voir que des individualités « irresponsables et sans mandat » s'avisent d'entraîner ainsi la masse ouvrière dans l'ornière politique !

CONSTATATION EMBARRASSANTE

La puissante grève des mineurs anglais, tout en jetant un trouble considérable dans la vie économique du pays, n'est pas sans susciter de graves appréhensions parmi les classes possédantes d'outre-Manche.

L'ampleur du mouvement menaçant de recourir à l'action directe pour des fins nettement sociales, laisse échapper à la presse stérilisée d'Angleterre des aveux non dépourvus d'intérêt.

C'est ainsi que le *Daily Mail* (feuille équivalente à notre *Matin national*) a attribué à l'insuffisance de la représentation travailliste à la Chambre des Communes le malaise social actuel « créé par la grève des mineurs ».

Nos journaux socialistes enregistrent cette appréciation du grand quotidien bourgeois avec une moue désole. On comprend cela ! Il faut cependant accepter la vérité, d'où qu'elle vienne. Beaucoup de députés : réformisme. Peu de députés : action directe. Pas de députés : révolution.

C'est fichtre vrai !

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Les délégués réunis à Amsterdam pour la reconstitution de l'Internationale Syndicale, se f... franchement des 17 millions de travailleurs qu'ils sont censés représenter.

Le délégué américain Tobey n'y a-t-il pas protesté violemment contre une affirmation du Président de la Conférence attribuant la responsabilité de la guerre au capitalisme international ?

Voilà où en sont les représentants autorisés des classes ouvrières. Ils préparent ainsi de beaux lendemains aux prolétaires qui tolèrent, en leur nom, ces agissements honneurs !

RIEN N'EST CHANGE

C'est de la misère des Maigres qu'est faite l'opulence des Gras.

Laurent Tailhade.
LE GLANEUR.

La Comédie d'Amsterdam

En une conférence internationale, les chefs syndicalistes des principaux pays se réunissent actuellement à Amsterdam pour essayer de reconstruire sur des bases solides l'Internationale Syndicale, jetée bas — comme l'autre — par la guerre.

Sans vouloir préjuger des résultats de ses travaux, il apparaît, à la lecture du compte rendu des premières séances, que la conférence d'Amsterdam ne pourra faire revivre véritablement l'Internationale Syndicale, de même que la Conférence de Berne n'a pu ressusciter l'Internationale Socialiste.

Toutes deux sont mortes, sans gloire, le 2 Août 1914 : Paix à leurs cendres !

Les raisons qui ont causé leur mort, sont les mêmes qui s'opposent à leur renaissance. Toutes deux ont failli à leur mission par manque de foi internationale et ce n'est pas la chauvinisme dont l'une et l'autre restent imprégnées qui peut faire revivre de leur cadavre des organismes viables.

Une internationale suppose, avant tout, un composé d'internationalistes. Par la personnalité même des éléments directeurs qui participent à ses travaux et influent sur ses débats, la Conférence d'Amsterdam paraît frappée d'insuffisance et de caducité.

Et ce n'est pas en plaçant au premier plan de son ordre du jour les responsabilités de la guerre, qu'une œuvre féconde en pourra découler. Legien, Joux, Huerbe, Gompers, Appleton et autres, sont, à des titres identiques, mal venus de vouloir faire peser uniquement sur l'un ou l'autre groupe de belligérants toute la responsabilité de la guerre.

L'histoire du monde a commencé avant juillet 1914, que diable ! Des hommes qui ont la lourde tâche de veiller à la réalisation des revendications des prolétaires nationaux, devraient au moins nous éviter le triste spectacle d'une ignorance de commande en ce qui concerne les événements précédant directement la guerre. Ils devraient s'inspirer aussi des révélations qui ont été faites sur les origines, la poursuite de la guerre. Ces révélations, bien qu'incomplètes, devraient éclairer leur lanterne et leur permettre d'apporter une franchise entière dans leurs déclarations.

Mais le mouvement est véritablement leur attitude d'après-guerre peut-être différente de leur attitude de guerre ? Celle-là n'appelle-t-elle pas logiquement celle-ci ?

Hélas ! nous craignons fort que nos prévisions actuelles ne soient confirmées dans un avenir prochain, comme l'ont été, pour le présent nos prévisions passées.

Le vice fondamental qui condamne à l'avance toute décision que prendrait la Conférence internationale d'Amsterdam, est le même qui voue à l'impuissance et à l'inaction les organisations ouvrières nationales ou l'esprit de guerre a exercé ses ravages.

Avant d'entreprendre quelque action que ce soit, il faut débarrasser les organisations nationales de leurs parasites et de leurs mauvais bergers qui les empêchent au déshonneur par le plus sûr chemin. Il faut donner à chaque mouvement ouvrier national une représentation fidèle de ses conceptions et de ses aspirations.

Quand ce problème primordial sera résolu internationalement, il sera temps de songer à une reconstitution sérieuse de l'Internationale Syndicale.

Pour l'instant, la Conférence d'Amsterdam ne joue qu'une grossière comédie, indignes des prolétaires qui l'ont prétendu y représenter.

Jean LIBERT.

Barthel, le secrétaire de la Fédération du Sous-Sol, a publié dans l'*Humanité* une série d'articles sous le titre : Les Leçons d'une grève.

La récente grève des mineurs a cependant administré la preuve que seule l'action directe des travailleurs était capable de faire fléchir les parlements. A quelques jours d'intervalle, les deux Chambres n'ont-elles pas dû revenir sur leurs décisions antérieures et voter la loi de huit heures, spéciale aux mineurs, telle que ceux-ci désiraient qu'elle le fût ?

C'est un fait que Barthel ne peut ignorer ! N'empêche qu'il a tiré de son étude des conclusions pour le moins surprenantes et en contradiction avec les leçons mêmes de la grève de sa corporation.

Pour lui, le remède à apporter au malaise qui étire la classe ouvrière est bien simple :

ple : payer ses cotisations au syndicat ; ne plus s'abstenir de voter en période électorale, mais au contraire voter et « bien voter ».

Conjuguer l'action politique et l'action économique, quoi ! Ça n'est pas tout à fait une théorie nouvelle, mais tout de même, il ferait beau voir que des individualités « irresponsables et sans mandat » s'avisent d'entraîner ainsi la masse ouvrière dans l'ornière politique !

Comment pourrions-nous, pauvres anarchos, réunir une telle somme ?

Il paraît que cette difficulté ne refroidit point leur zèle, par-delà les monts.

Des groupes d'adhésions souscrivent mille francs à la fois. Les 15 des escarcelles des notres, pourrions-nous en extraire autant ?

Pourquoi pas ? Serait-il besoin de cotisation pour cela ? La laisser à la discrétion de chacun, ou plutôt à sa générosité, à de quoi mieux piquer un cœur épris de liberté.

Un Quotidien libertaire ?

Le mouvement anarchiste croit en Italie, où va se lever sous peu un quotidien. Non seulement il en est question, mais il est annoncé pour août.

Bravo, les copains italiens ! Bravo, sans arrière pensée ; mais tout de même, un peu de mélancolie serre notre cœur.

Et chez nous ? J'avais toujours cru naïvement qu'il fallait être au moins millionnaire pour lancer un quotidien. Les camarades italiens parlent de 150.000 francs. Evidemment c'est déjà beaucoup.

Comment pourrions-nous, pauvres anarchos, réunir une telle somme ?

Il paraît que cette difficulté ne refroidit point leur zèle, par-delà les monts.

Des groupes d'adhésions souscrivent mille francs à la fois. Les 15 des escarcelles des notres, pourrions-nous en extraire autant ?

Pourquoi pas ? Serait-il besoin de cotisation pour cela ? La laisser à la discrétion de chacun, ou plutôt à sa générosité, à de quoi mieux piquer un cœur épris de liberté.

« Hommes de peu de foi ! » disait Jésus. Certes l'argent, qui ne court pas les rues, court encore moins nos poches.

Et cependant, lequel de nous, camarades, ne souscrirait de bon cœur pour lire chaque jour un canard dans ses idées ?

Pendant la guerre, plus d'un parmi nous ne lisait aucun journal, dégoûté par tous ; puis, avide de nouvelles, prenait une feuille socialiste, écuré, il en changeait ; furieux, en arrivait à prendre un journal bourgeois ; après l'avoir lu, se jurait qu'il n'en achèterait plus jamais un, de ces « fichus menteurs » ; et, postant, jurant, sacrant, finissait huit jours après (quand ce n'était pas le lendemain) par retomber comme dit si justement la Bible, par retomber « dans son vomissement ».

Hélas ! C'est que le journal est devenu une nécessité moderne. Qui s'intéresse à autre chose qu'à son infime personnage, il veut savoir comment le mouvement des idées, la lutte pour la liberté se poursuit partout, dans son pays et dans les autres, dans le monde entier.

Paysanne que je suis, je consulte le ciel pour deviner si la pluie viendra féconder nos champs, je me réjouis quand les petits lapins sortent du « nid » ; mais, par-delà l'horizon de mes collines bleues, je vois à l'Orient l'Orient magique où un monde nouveau s'élabore ; au midi que regardent mes vagues, bruit Paris la grandville... Au nord, à l'Ouest, à tous les points de l'horizon frémit l'inconnu, le mystère humain qui me passionne !

Or il n'est pas, mes bons amis, de longue vue assez forte pour me faire entrevoir, aux quatre coins du monde, l'humanité pensante et agissante à l'unisson de laquelle je vibre. Je ne conçois qu'un lien moral entre elle et moi : un journal nôtre.

Le besoin du mieux-être amène des troupes aux socialistes. Qui oserait prétendre qu'à l'heure actuelle le besoin de liberté n'est pas aussi fort que celui de manger à sa faim ? Peut-être il est plus fort même !

Que manque-t-il pour grouper, pour rallier les amants nouveaux de la Liberté, ceux qui l'ont découverte et connue précieuse au travers d'un esclavage accru ?

Que manque-t-il ? Un quotidien libertaire ! Debout, camarades ! Tous à l'œuvre ! Brav les-bas pour notre combat !

de métiers, parce que jusque-là chacun a droit au chapitre. Lesquelles au besoin s'entendraient toujours entre elles pour susciter des mouvements généraux et les édifier spontanément suivant les circonstances, qui ne demandent pas d'attendre les ordres supérieurs. Nous ne pensions pas comme le secrétaire général, mais elles s'inclinent à son mot d'ordre qui rentrait dans l'esprit de Viviani.

On sait aussi, que les 2 et 3 mai dernier, les cerveaux étaient bien plus surexcités que ce 20 juillet, et que les fédérations pour les mêmes motifs, auraient marché avec enthousiasme. Cette fois l'abandon de la grève rentrait dans l'idée de Clemenceau.

Blanchi nous l'a dit il y a six semaines : Assez de gouvernements représentatifs ! Faisons nos affaires nous-mêmes, dans nos syndicats et dans nos groupes ; le fonctionnarisme tue tous les velléités naissantes.

Supprimons l'Etat que nous nous donnons en bas, si nous voulons supprimer celui qui nous tient en haut par la tête.

L. GUERINER.

Ni Dieu, ni Maître !

Le parti communiste naît en France. Il a l'air d'être né, avec cette suspicion qui pèse toujours sur l'opposition.

On s'engage en France ! En ce moment, dans tous les milieux avancés, la sympathie va aux Russes ; leurs malheurs, leur courage, leurs souffrances, leur révolution, tout cela nous pousse vers eux. On ne discute plus, on accepte ou on rejette en bloc. « Qui n'est pas avec les Bolcheviks est contre eux », a-t-on pu dire.

Au point de vue tactique, cela peut se soutenir, mais au point de vue doctrine, cela nous conduit tout droit au Credo. Sauf par quelques isolés, je ne vois point de critique faite, par exemple, de la fameuse constitution russe ou du manifeste français du parti communiste. Le sentiment est seul juge. La passion décide.

Etat d'esprit foncièrement religieux, intolérance égale entre hérétiques et croyants.

Autrement dit, esprit de parti !

L'humanité, qui se figure avancée, piétinerait-elle sur place ? Dans le nouveau parti, nous voyons les mêmes stériles et puériles disputes que dans le P. S. : « C'est nous qui sommes avec Karl Marx ! » s'écrie Chauvelon dans l'« Ecole de la Fédération ». Et il nous affirme que Lénine et Trotsky continuent Marx et Engels. Et après ?

« C'est à l'œuvre qu'on juge l'artisan ! » Ce n'est pas à son respect de la tradition, même révolutionnaire.

Karl Marx, de son vivant, ne brilla point par l'esprit de tolérance, ni même de justice. En cela, du moins, ses disciples sont sûrs de le « continuer sans déviation ». C'est ainsi que le savant professeur Chauvelon traite le proudhonisme de « viande creuse et même suspecte ». Suspecte ? A quel titre ? Pierre-Joseph était-il un vendu, lui aussi ?

Pitoyable, ce dénigrement. Nos dogmatistes nouveaux rabaisissent tout ce qui n'est pas strictement marxiste. Marie des grands hommes, toujours. Pour moi, en tant que femme, je pourrais avoir une dent contre Proudhon. Il fut bigrement masculiniste, ce Franc-Comtois ! mais qui n'a pas sa manie ? Et si il vivait aujourd'hui, il penserait, probable, différemment. Marx, de même, sur d'autres points, modifierait ses jugements.

En bien ! leurs disciples ne tiennent nul compte du temps où ont vécu ces « maîtres », ni de la part du tempérament dans leurs doctrines. Ils prennent pour Evangile toute leur œuvre sans en retrancher un iota. Encore une fois, quel état d'esprit religieux !

Je me rappelle, à l'âge de vingt ans, m'être adressée à un collègue « proudhonien » pour lui emprunter les œuvres du Franc-Comtois. Je ris encore en pensant à la réponse que je reçus et à la polémique qui s'ensuivit ; il ne voulait pas, le bonhomme, me prêter ses bouquins, parce que j'étais du sexe bête, parlant incapable de comprendre un mot de Pierre-Joseph ; que tout ce que je devais en savoir et retenir, c'était d'être bonne ménagère et de laisser aux hommes le souci de philosophie ; il m'affirma que sa femme, mère de quatre enfants, partageait cette « idée » !

Voilà à quelle mentalité on aboutit avec, pour via-tout, ceci : « Le maître a dit... »

En bien, n'en déplaise au disciple de Proudhon, j'ai lu, non pas toute son œuvre — l'occasion m'en a manqué — mais l'idée de la Révolution au XIX^e siècle ; et, quoique écrit depuis plus d'un demi-siècle, cela me paraît très beau. Et en particulier, l'idée de « Banque d'Etat », que Chauvelon loue si fort chez les Bolcheviks, se retrouve dans ce livre. Proudhon avait des idées plus claires que « creuses » en matière bancaire. Il explique très bien que tout assujettissement vient de ce que l'argent, à l'origine commande moyen d'échange, est devenu capital producteur d'intérêt. Il envisage la Banque de France prêtant au taux de 1/2 % aux particuliers ; de coup, toutes les autres banques sont forcées d'en faire autant ou... de disparaître. Chacun pouvant emprunter à cette Banque d'Etat, à la possibilité matérielle de fonder une entreprise, d'où disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Evidemment ce point de vue est discutable, mais en tout cas très ingénieux, lumineusement expliqué dans le livre de Proudhon — et n'aurait-il qu'une valeur théorique, démonstrative de la nouveauté actuelle et de la refonte possible du système bancaire, — eh bien ! je ne puis m'empêcher de penser que les Bolcheviks n'ont pas tellement ignoré avec leur Banque d'Etat.

Et le système soviétique des élections, panacée universelle à ce qu'on dirait. Mais l'idée n'est pas nouvelle ; on en retrouverait les linéaments dans le système dit de « démocratie directe », si je ne me trompe, précisé par Léon Proust dès avant la guerre.

Système qui ne m'« emballa » pas plus aujourd'hui qu'aujourd'hui. Pourquoi ? Je pense que si le régime des soviets peut donner de bons résultats pour l'instant, c'est parce que nous sommes en période révolutionnaire, où chacun est ardent, passionné de contrôle. Que se produise l'inévitable tassement, et dans dix ou vingt ans, vous m'en direz des nouvelles.

A la C. G. T., dont les secrétaires fédéraux sont réligibles à des intervalles plus rapprochés, y a-t-il moins de corruption qu'au Parlement ? Les élus au Soviet le seront pour trois mois et si leurs électeurs sont mécontents, ils les chambardent. Fort bien, mais les lois votées le resteront ; puis, les clairvoyants sont toujours minorité ; les amis de l'élu les accusent de lui chercher noise pour le remplacer ; manœuvres

et contre-manœuvres et corruption électorales, avec cette suspicion qui pèse toujours sur l'opposition. Et toujours des mécontents, car chacun pense : « Pourquoi pas moi ? » et parce qu'un seul ne saurait représenter tant de natures et tendances diverses ; parce qu'en définitive chacun de nous ne peut représenter... que lui-même.

Alors, au lieu d'idées, on ne parle que d'hommes, de chefs de parti. On se jette à la face des épithètes qui figurent, non des idées, mais des hommes : marxiste, guesdiste, léniniste, allemand, jauchissant, méritant, etc., etc. Hier, dans un article de Dumorgue, agressif contre Bestel, il traitait ses contradicteurs de « Bestel-listes ».

Que les hommes soient grands ou petits, une chose est certaine : l'idée leur est sûrement supérieure ; pourquoi donc tout ramener à des questions de personnalité, plus ou moins célèbres, au lieu de discuter les idées en elles-mêmes sans tant de souci de ceux qui les prônent ?

Elles valent par elles-mêmes — valeur intrinsèque — non par ceux qui les portent ou les coordonnent ; je ne dis pas « inventent » ou « créent », car je pense, iconoclaste, qu'elles sont plus collectives que personnelles ! et que leurs promoteurs ne sont jamais les premiers, s'il y eut des premiers, en qui l'idée germa, mais des interprètes qui les exprimèrent avec bonheur et les firent connaître.

Et je salue Barbusse qui dans « Clarét », nous montre l'idée d'internationalisme, juste quoique défendue par l'invincible Brissille et le chauvinisme assassin soutenu pourtant par un doux prêtre.

Arrière les prophètes, et vive la prophétie lorsqu'elle est belle et bonne ! Nous avons les oreilles assez rabattues de Karl Marx ; nous ne souscrivons pour aucune statue ; nous ne voulons pas de pontifes ; nous examinons les concepts avec notre propre raison et parallèlement à l'actuelle réalité.

Les idées et l'actualité se contrôlent et se modifient réciproquement sans cesse à la clarté de notre propre raison, voilà notre critérium !

Ni Dieu ni maître !

Eugène CASTEU.

Camarade, si tu ne l'es, abonne-toi. Fais abonner tes amis. Ton syndicat. Ta Bourse du Travail. L'abonnement étant le plus efficace moyen d'aider « le Libertaire ».

DESERTEURS

Je ne sais pas comment jugent les socialistes qui, tout en étant contre la guerre, qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme une affaire de capitalisme mondial, refusent cependant le bénéfice de l'amnistie (future) aux déserteurs.

Comment, en effet, peut-on dire, d'une part : « La guerre est un odieux et énorme crime de la finance cosmopolite et des grands fournisseurs de l'armée. C'est un attentat contre l'émancipation ouvrière. » Et, d'autre part : « Nous condamnons tout déserteur qui n'aura pas voulu se sacrifier à cette horrible chose ».

Contradiction politique ! Et cependant, combien de ces politiciens coudoient dans leurs groupes des « amis » qui se vantent d'avoir trouvé le « filon », la « combine » pour se tirer de l'enfer, du feu, du désert.

Qu'on fait ceux-là, sinon déserteur ? Et que l'on ne me parle pas de paradoxe ; l'embusqué, soit qu'il ait cherché à y être, soit qu'il y ait été par situation et, dans ce cas, s'il a été heureux de l'être, s'assimile au déserteur.

Un déserteur n'est qu'un embusqué qui n'a pu trouver ni « combines » ni « filons ». En somme, il n'y a entre eux qu'une simple question de possibilité.

Et j'assimilerai encore aux déserteurs tous ceux qui, de l'arrière et y restant, ont poussé les autres à tenir jusqu'au bout. Et, s'il y a une différence, elle n'est pas à l'avantage des arrière-pensées ; ceux qui, numériquement on nombre déserteurs, ne laissent pas le fameux cri de guerre à outrance.

Quant aux Grave, aux Hervé, qui auraient voulu voir fusiller leurs élèves et adeptes, rien ne peut les qualifier. Une question se pose. Qu'est-ce que déserteur ? C'est lâcher, abandonner une cause, une idée, que l'on défend, que l'on a soutenu, au moment où la défense de cette cause, de cette idée offre des dangers.

Dans nos sociétés autoritaires, la minorité au pouvoir ne fait aucune distinction entre l'individualisme dont le moi est tout l'objectif ; l'internationalisme dont le but est la fraternité des peuples, et le patriotisme, dont la cause est la nation.

En cas de guerre, seul le patriote qui s'embusque ou fonce le camp, est un déserteur.

Quant à ceux qui, voleurs d'argent, poursuivent par toutes les juridictions de tous les pays, le déserteur, voire le traître, s'ils sont mal considérés chez eux, sont accueillis chez les ennemis. Ce qui prouve que ce n'est pas l'acte en soi que l'on blâme ou punit, mais seulement le préjudice causé à tel groupe des belligérants. Et, si on le peut, on aide même à la désertion et à la trahison des autres ; et, comme cela se pratique partout, nous pouvons dire que les gouvernements, les diplomates du monde entier poussent à la désertion et à la trahison. « Morale » des Etats, « morale » des nations.

Messieurs du Parlement, amnistiez-vous vous-mêmes, vous en avez grand besoin !

V. LOQUIER.

Tribune Féminine

UNE EXPERIENCE

J'ai fait hier une expérience intéressante que je voudrais pouvoir renouveler souvent et réussir toujours. J'avais écrit à ma voisine, jeune femme du peuple, un roman à lire à ses heures d'ennui : La mère de Maxime Gorki. Deux jours après, invitée à causer avec elle, j'ai voulu savoir si le livre avait éveillé en elle la curiosité des grandes idées sociales qu'il soulève et que son âme sensible, mais qui ne sait pas, n'a jamais effleuré.

Il y a sur la terre des millions de ces âmes indifférentes à tout ce qui ne les touche pas personnellement, qui souffrent sans savoir pourquoi, qui jouissent peu. Il me semble à moi que la vie, la vraie vie leur reste toujours inconnue ; parce que la vraie vie c'est la lutte, la lutte pour une idée, c'est le combat rude et passionnant pour l'idéal que l'on porte en son cœur. Et mieux vaut succomber dans cette mêlée terrible que de ne pas prendre part à ceux qui ne la soupçonnent pas, je les plains de tout mon cœur ; et je veux aller à eux pour leur faire connaître et le leur faire aimer. Je compare leur existence à une journée d'hiver froide et grise ; c'est à nous de faire pénétrer dans cette vie le rayon de soleil qui éclaire et qui réchauffe.

La grande tourmente qui s'achève à remuer toutes les âmes : inquiètes elles cherchent, bien qu'inconsciemment, la raison de toutes choses, ou bien, ne pouvant comprendre pourquoi elles ont souffert, elles tombent dans une indifférence morne. Il nous faut tout à la fois secouer cette apathie. C'est nous, l'égoïsme mais c'est aussi l'indifférence des hommes qui les maintient dans l'esclavage où ils croupissent. C'est cette apathie d'esprit qui entretient la routine, et l'obéissance aveugle qui nous perdent.

Ah ! si je perdais jamais une occasion de faire réfléchir, de faire raisonner ceux qui nous entourent, s'ils nous paraissent tout-à-fait capables de réfléchir et de raisonner.

J'ai eu hier soir une joie profonde : celle de me voir comprise par des femmes du peuple, habituées à la prose du Petit Parisien,

et à qui j'ai révélé les premières vérités de l'anarchie. Elles m'écoutaient étonnées mais heureuses de m'entendre chercher près d'elles la cause de leurs maux. J'ai fait vibrer en leur cœur la haine des guerres et des patries, des drapeaux, des idoles, des gouvernants (une d'elle pleura d'avoir son fils tombé au champ d'honneur). J'ai décrit la vie des révolutionnaires, des Russes en particulier, je leur ai dit toutes les souffrances, tout leur courage, tous leurs espoirs. Et peu à peu je les ai éveillées. « Je voudrais les voir ces hommes », m'a dit la plus jeune femme, je voudrais les connaître. Alors, simplement, mes amis anarchistes, j'ai parlé de vous. J'ai dit vos douleurs et vos rêves, vos actions braves et vos pensées généreuses, j'ai parlé de votre fraternité.

Ah ! qui donc nous dit parfois que la foule ne comprend rien, qu'elle est insensible à tous nos arguments, que c'est perdre son temps que d'aller lui prêcher l'amour et la raison ! Ceux-là ne sont pas allés à elle, peut-être, avec assez de simplicité, assez de fraternité, assez de foi. Ils se sont rebutés dès les premiers obstacles, et les obstacles les ont vaincus.

Je sais bien, vous me direz, vous les incertains sceptiques que j'ai des illusions, que je vois tout en rose parce que je suis jeune, et que je doute, moi aussi comme vous. Sans doute je suis découragé parfois, mais ce soir-là, comme bien d'autres jours où j'ai tenté d'amener les âmes et les cœurs des humbles, j'ai senti que j'avais quelque chose. Et pas seulement à l'instant même où je parlais, mais le lendemain, les jours suivants, j'ai senti qu'une sympathie réelle m'environnait désormais.

Par exemple, par l'accent de vérité que j'avais mis, que vous pouvez mettre tous, vous qui savez comme moi, bien mieux que moi souvent, j'avais éveillé chez mes voisines le séculaire esprit de révolte qui sommeille dans toute âme du peuple. Et la certitude d'avoir semé encore une fois, ce soir-là, la bonne semence d'humanité, m'a donné pour les luttes futures un peu plus de courage et d'espoir.

MARIETTE.

CONTRE LA RUSSIE

Comme les journaux annonçaient une offensive prochaine interalliée contre Bela Kun — qui commet l'impardonnable crime de rapprocher le bolchevisme de nos portes — les manifestes de la C. G. T. décident de remettre, sine die sans doute, la manifestation projetée pour le 21 juillet, contre l'intervention en Russie. On a voulu montrer aux révolutionnaires étrangers, italiens et autres, trop sincères, comment nos bons syndicalistes français savent les laisser tomber lorsque le Tigre grince des dents (je veux dire sonne au téléphone).

Il n'importe. Populo ne se laissera peut-être pas toujours embrocher et les marins ont déjà su montrer qu'ils en avaient marre. Bravo pour eux !

Aussi bien cette intervention en Russie devrait nous faire un peu réfléchir, tous. On dit que Lloyd George voulait traiter avec la Russie, Wilson aussi, Sonnino s'en foutait, Clemenceau les a tous et a obtenu le renversement de leurs idées (à supposer qu'ils puissent avoir autre chose que des manies de chimpanzés baveux et séniles).

Comment ! Quel est le moyen d'action de Clemenceau sur les autres bourgeois de sa conférence à quatre ou à cinq ?

Au début (février-mars) tentant prier Wilson, nous avons dit : Clemenceau leur fait croire qu'il va démissionner et qu'après lui ce sera le bolchevisme. D'où frousse et changement.

A la réflexion, c'est erroné. Briand se prépare et le Matin qui le soutient recommence en même temps sa propagande contre la Russie. Donc Briand suivra la voie de Clemenceau. Donc il y a autre chose.

Moi, je crois que la Banque de France, dont les dirigeants sont ce que tout le monde sait (une bande de pirates) menace le gouvernement qui renouvellerait à l'intervention armée en Russie, de déposer son bilan ou tout au moins de refuser d'aider l'Etat, d'où banqueroute.

Ces gens-là ont des filles ou des fils mariés, dotés en fonds russes. Ils ont négocié, sans rien dire, avec Koltchak, Denikine, Lvov et autres ; ils ont des contrats capables de ramener le russe au pair et ils font chanter le gouvernement.

Sans cela, je persiste à ne pas comprendre d'où risque la Révolution — et en vitesse ! — pour engraisser Koltchak et ses complices.

MAURICE WULLEN.

QU'ON L'IMITE !

« De province on nous écrit » :

Chers camarades du Libertaire, « Depuis longtemps je lis votre journal avec intérêt et la plupart des idées exprimées dans vos colonnes sont en concordance avec les miennes. Aujourd'hui je constate que votre feuille est appelée à devenir l'organe de l'ensemble des anarchistes et je décide de m'abonner, pour contribuer à votre œuvre d'abord, ensuite pour me tenir au courant des manifestations de la pensée libertaire. »

Je suis un inconnu pour vous, j'habite la province et mes relations se bornent ici à quelques copains avec lesquels j'entreprends une vive propagande en faveur de nos idées... Et, pour vous prouver les affinités nombreuses qui existent entre vous et moi, je vous fais parvenir sous ce pli, en sus du montant de mon abonnement annuel une souscription minime (je ne suis pas riche) de cinq francs. Mais je renouvellerai cette souscription le plus souvent que mes moyens me le permettront.

...En espérant d'amicales relations entre nous je vous exprime, camarades, mes cordiales sympathies pour votre œuvre.

Paul SMITH.

LES CAMARADES sont prévenus que tous les ouvrages des éditeurs Flammarion, Piquet, Le Mercure de France, Calmann-Lévy qui sont au catalogue marqués à 4 fr. 50 valent actuellement 7 fr. Nous ne pouvons rien hélas, mais nous allons organiser pour les amis un service plus grand concernant « le coin des occasions ».

Sur le Parti Communiste

LE POUR

J'ai suivi avec attention la polémique, engagée dans le Libertaire entre partisans et non partisans de l'entrée des anarchistes dans le Parti Communiste.

Je me suis efforcé de trouver dans la thèse des non partisans des arguments décisifs, nous prouvant que nous faisons fausse route en allant combattre dans les rangs du P.C.

Je ne les ai pas trouvés. D'ailleurs, la principale argumentation de ces camarades repose sur une inexactitude, grosse de conséquences aux yeux des lecteurs du Libertaire, qui peuvent ne pas être très au courant des conditions dans lesquelles se fonda le P.C.

Cette argumentation consiste à nous reprocher de faire alliance avec les socialistes et parlementaires. C'est François qui nous dit : « Mais il y a impossibilité d'un mariage hors nature entre Etatistes et adversaires du Pouvoir autoritaire », puis « pour moi, adversaire irréductible du pouvoir despotique de l'Etat. Je ne saurais m'associer avec ses défenseurs. » Et encore : « Je ne me vois pas aujourd'hui cravant avec Lorient, Saumonneau et demain l'obligation de prendre nettement position contre eux dans les élections. » (Libertaire, 29 juin 1919).

Camarade François, je suis entièrement de ton avis ; et si tes arguments étaient vrais, nous ne devrions plus nous estimer comme étant des socialistes, mais des socialistes déclarés contre le Socialisme d'Etat et nettement anti-parlementaire. Ce qui a une conséquence d'éloigner Lorient, Saumonneau, du P.C., si tant est qu'ils aient jamais eu l'intention de s'en rapprocher.

Mais le camarade François a prêché par ignorance des conditions dans lesquelles se fonda le P.C., et il n'aurait sans doute pas fourni cette argumentation, si, dans le Libertaire du 15 juin, le camarade Haussard n'avait écrit que le communisme libertaire ne pouvait voisiner avec le communisme et autoritaire, « que pour nous, cousins des socialistes, la propriété était le seul obstacle à l'amélioration du sort des individus, qu'ils se contentaient, le cas échéant, de la main-mise par l'Etat sur tous les moyens de production », puis « l'Etat patron ne nous dit rien qui vaille, l'autorité l'émancipation humaine ». Et le camarade François en aura conclu que l'alliance des anarchistes et socialistes-étatistes était chose faite, j'en excuse, à sa place j'en aurais sans doute fait autant. Mais je ferai tout pour nous le dire, par l'intermédiaire de toute camarade, d'avoir trop violente la vérité, car il ne doit pas avoir ignoré la réunion qui eut lieu, entre le Comité de Défense et le Comité de la 3^e Internationale, où la discussion fut aigre et passionnée, et où Saumonneau refusa nettement d'adhérer au programme établi par la commission nommée à cet effet par le C.D.S. Plusieurs camarades du Libertaire y assistaient, et si Haussard s'était un peu mieux renseigné, son « désir d'éviter les polémiques » et de gâcher du papier en discussion des « camarades » aurait été exaucé.

Je ne m'étendrai pas sur les raisons qui ont fait entrer bon nombre d'anarchistes dans le P.C., quoique le mot de Parti ne nous aille pas beaucoup. Le camarade Barday, dans le Libertaire du 29 juin, l'ayant déjà fait. Mais je tiens, malgré tout, à dire aux camarades que les articles de Haussard sur notre action actuelle, au moins, nous nous sentons aujourd'hui comme hier, et sans doute comme nous le serons encore demain, d'ardents contempteurs de l'autorité sous toutes ses formes. Mais nous pensons que vivant une période d'activité sociale exceptionnelle, nous devons évaluer par cette période et un lendemain, que, « si l'on n'est pas tout à fait ce que nous rêvons », comme me l'écrivait, à peu près dans ces termes, le camarade François, alors que la guerre ballait encore son plein, « n'en sera pas moins un achèvement considérable vers la libération complète et définitive de l'individu ».

Dans les rangs socialistes et syndicalistes se trouvent beaucoup d'anarchistes qui s'ignorent, qui sont d'accord avec nous sur bien des points, notamment sur l'Etatisme et le Parlementarisme. La politique du P.C. et de la C.G.T. pendant la guerre, ayant dessillé les yeux de bon nombre de leurs adhérents, c'est avec eux que nous allons mener la lutte pour jeter bas la vieille société bourgeoise, et si demain les rangs des anarchistes se sont épaissis, je pense que nous n'y aurons pas été pour rien.

Soyons donc un peu plus tolérants, ne posons pas à la suffisance, et surtout ayons le soin entre nous de ne pas user de contre-vérités, comme le fait encore Haussard dans le Libertaire du 13 juillet, en disant « l'Etat, c'est la guerre », et qu'on ne le démontre que les anarchistes ont du temps à perdre dans les organisations plus ou moins autoritaires. Ainsi, pour Barday, la philosophie anarchiste n'est plus assez attrayante. » J'ai relu l'article de Barday et je n'ai rien trouvé qui puisse justifier cette phrase.

Notre champ d'activité est assez vaste, que diable, pour que chacun puisse y trouver place, et puisse y batailler avec les armes qui lui conviennent le mieux, sans pour cela être accusé de pacifisme avec les ennemis. Ne retombons pas dans cette erreur prétendant posséder la seule vérité anarchiste.

Au P.C., nous sommes contre tout Etat, contre le Parlementarisme et pour une organisation économique à base fédéraliste, pour la dictature, par en bas, du Proletariat, car nous pensons que la classe possédante ne se laissera pas déposer sans opposer de résistance, et que le fait d'être révolutionnaire implique forcément, logiquement l'idée de vouloir imposer, dicter à nos maîtres, à nos dictateurs d'aujourd'hui, que nous ne voulons plus être des esclaves, des parias, mais des hommes libres.

C'est par la violence seulement, comme le dit excellemment le camarade Le Meil-lour dans un autre ordre d'idées (Libertaire, 6 juillet), que nous nous débarrasserons du régime d'iniquités qui nous écrase.

A nous de veiller que, pendant cette période, des individualités ne cherchent à devenir des dictateurs pour leurs intérêts ou leurs ambitions. Ce sera notre rôle demain, comme aujourd'hui.

R. CAILLAUX.

NOTRE VOIX

Au sommaire de cette semaine : Dessin et prose de Gabriel Belot. — L'idée indéchirable, par André Girard. — Propos d'Ermenonville. — Le camarade Saumonneau, par Paul Villes. — Le Collier de Bellone, par Ermenonville. — Invocation de Maxime Nemo. — Critique littéraire de Han Ryner. — A travers les journaux et les revues. — Des choses. — Adresser tout ce qui concerne Notre Voix à Gênois, 55, rue des Abbesses (18^e), Paris.

AVIS IMPORTANT

Les camarades sont priés d'adresser tous les mandats au NOM DE CONTENT s'ils concernent « Le Libertaire » ou au NOM DE BIDAULT s'ils concernent « La Liberté Sociale ». Qu'on prenne bonne note de cet IMPORTANT AVIS, l'administration des postes nous faisant des difficultés pour nous payer les mandats qui ne portent pas le com de CONTENT ou de BIDAULT.

LE CONTRE

On lira d'autre part en Parfite de notre camarade Caillaux sur le Parti Communiste. Différents camarades ont déjà traité cette question pour ou contre. Et comme nous ne pouvons continuer plus longtemps à prêter nos colonnes pour une polémique qui finirait par devenir futile, oiseuse, comme notre attention à nous anarchistes doit être appelée, sollicitée par des problèmes d'une plus grande envergure et de conséquences beaucoup plus graves, je crois bien faire en me faisant l'interprète de tous les camarades anarchistes qui n'adhèrent point au P. C. pour exprimer définitivement nos raisons et pour en terminer une bonne fois pour toute avec ce sujet.

NECESSAIRE MISE AU POINT

Il n'est pire sord, dit un proverbe, que celui qui ne veut entendre. Et si Barday et si Caillaux se sont mis dans la tête que le rôle des anarchistes est d'entrer au Parti communiste, il me sera peut-être difficile de les faire revenir à une plus saine compréhension de la situation et de nos idées. Pourtant je ne désespère pas, car il ne s'agit pas ici de prendre ses désirs pour la réalité, mais bien, au contraire, de voir cette réalité, pour si mauvaise qu'elle soit, telle qu'elle est.

En donnant votre adhésion sans réserves, vous anarchistes qui êtes du P. C., à la troisième internationale de Moscou, vous faites alliance, que vous le vouliez ou non, avec des Marxistes, des Etatistes, des Autoritaires par conséquent, et ils le démontrent fiche bien, et vous donnez la main à des partis socialistes, aujourd'hui : italien, suisse, etc., demain : français, anglais et autres, partis qui sont foncièrement parlementaires.

Si le programme de votre P. C. peut laisser supposer que vous êtes anti-étatistes, anti-parlementaires, en tout cas il est assez peu précis à ce sujet pour donner lieu à d'autres interprétations. Et Sigrand, qui est le secrétaire de votre parti, peut déclarer, dans l'Internationale, qui en est l'organe, que la P. C. est a-parlementaire, anti-parlementaire et a-parlementaire sont deux choses différentes et vous ne me démentirez pas à ce sujet, j'espère. Et si vous voulez qu'on prenne vos arguments au sérieux, tâchez d'éclaircir vous-mêmes votre lanterne.

François, qui est mon ami en même temps que celui de Caillaux, ne me démentira pas si je dis que son article « Contre le confusisme » était écrit bien avant qu'Haussard ne songe, non pas à s'attaquer au P. C., chaque parti révolutionnaire qui lutte avec désintéressement pour ses idées, ne peut avoir que notre sympathie, mais à critiquer l'entrée des anarchistes dans un parti politique qui n'est point anarchiste, pour une besogne qui, quoi qu'on en dise, n'est rien moins qu'anarchiste. Et si François a pu, sans connaître les raisons d'Haussard, juger comme il l'a fait, avec bon sens et clarté, c'est parce que, comme tout anarchiste qui veut rester logique avec ses idées, il a senti la confusion regrettable et tout le mal qui pourrait en résulter pour notre idéal.

Vous croyez que c'est en faisant abstraction momentanément de ses propres idées, en engageant les anarchistes à pénétrer au sein du P. C., où ils sont l'espèce bien maud, nombreux que vous aiderez beaucoup à l'activité sociale au cours de la période exceptionnelle que nous traversons.

Eh bien, nous anarchistes, qui voulons œuvrer spécifiquement au point de vue anarchiste et qui ne sommes pas des vanteux, sachez-le nous avons la prétention de dire que nous ferons d'autant plus de propagande, d'éducation et de révolutionnarisme en restant sur le terrain qui nous est propre.

Les idées anarchistes sont connues depuis plus de trente ans et l'on peut dire qu'au point de vue social bien peu de partis ont dépensé autant d'activité que les anarchistes. Par dizaines, par centaines, les confédérés et orateurs anarchistes ont sillonné la France. Nos journaux, nos brochures, nos livres, notre philosophie enfin, furent amplement diffusés parmi le peuple, pour qu'on ne nous ignore point. Nos martyrs ont suffisamment fait parler d'eux pour qu'on connaisse la grandeur de notre idéal. Et c'est à l'heure où nous sommes appelés à recueillir tous les fruits de notre attitude intransigente pendant la guerre que vous nous proposez d'entrer dans des organismes «-côté, qui ne sont point anarchistes, je le répète, de diriger nos efforts, notre action et de délaisser par conséquent dans une grande mesure la diffusion de notre idéal, et la constitution de l'organisme anarchiste. Y songez-vous ?

Est-ce donc en cachant notre drapeau, en atténuant notre programme que nous amènerons à nous les dissolutions du P. S. U. ou de la C. G. T. ? Allons donc ! Et si vous pensez ainsi, nous n'en aurons que plus de raison de vous rien casser-cou et de nous élever contre votre opportunisme qui ne tendrait rien moins qu'à créer, à côté d'une organisation anarchiste, la Fédération » qui existe tout autant que votre parti « Communiste », un parti qui annihilerait en grande partie, si les compagnons anarchistes vous suivaient, les efforts et la propagande libertaire, anarchiste. A l'heure où nous essayons d'unir les efforts de tous pour une propagande d'ensemble, vous bute ne tend rien moins qu'à les diviser. Donc confusion, confusion, nous ne saurions trop le répéter, pour ne pas avoir à dire plus tard, division. Songez-y, camarade Barday, camarade Caillaux.

Et puisqu'au sujet de la dictature, moi dont je m'étonne de trouver l'approbation sous la plume d'anarchistes (?), ce qui montrera tout simplement que vous n'avez guère compris les idées que vous prétendez être vos, vous n'avez pas su faire votre profit des explications des camarades qui m'ont

